

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article723>



Loi Travail - La bataille pour le retrait continue ! La mobilisation ne faiblit pas.

- Fondation Copernic 31 -



Date de mise en ligne : dimanche 5 juin 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le rejet de la loi El Khomri est partagé par 67% de la population. Mais, en revanche, on ne retrouve pas cette force dans la rue et dans les grèves ; signer une pétition ou encore signifier son opposition à une loi ne vaut pas engagement à la combattre... Dès lors, le gouvernement a beau jeu de maintenir sa volonté de passer en force. Infliger une défaite aux opposants de la loi El Khomri, quel qu'en soit le prix politique, doit se comprendre comme étant l'étape obligée d'un projet politique ; en l'occurrence, la création d'une nouvelle force politique englobant une partie de la droite et la frange libérale du PS (donc, en fait, sa majorité). Les assauts contre la CGT, Gattaz, Frantz Olivier Gisbert, le Figaro... et les exigences de la CFDT, même si des voix s'élèvent en son sein pour réclamer le retrait du texte (des syndicats de la métallurgie), ont pour objet de maintenir le texte en l'état et, en corollaire, de dessiner un nouveau paysage politique et social. Dès lors, la perturbation de l'Euro de football par des grèves, l'entrée de nouveaux secteurs en lutte ainsi que le maintien, voire le développement, de multiples formes de blocages ainsi que les manifestations sont les outils les plus efficaces pour contraindre le gouvernement à retirer son texte. [lire ici](#)



Luttes catégorielles et " tous ensemble".

Dans l'un de nos récents articles, nous avons écrit que les luttes catégorielles pouvaient nourrir le "tous ensemble" contre la loi travail et qu'elles étaient l'étape à franchir. Dans tout mouvement revendicatif, à l'adoption des revendications générales (celles qui fédèrent les travailleurs de tous les secteurs), viennent, toujours, s'ajouter celles qui concernent l'entreprise, la branche. Ce constat reste juste, mais il est, paradoxalement, une arme que le gouvernement peut utiliser contre le mouvement d'ensemble. Le cas de la SNCF est, à ce sujet, très instructif. Les cheminots ont deux fers au feu : les textes fixant l'évolution de leurs conditions de travail et la loi travail ; c'est le même scénario qu'en 1995 avec les revendications de cette époque propres aux cheminots et la réforme des retraites de Juppé. Cette fois-ci, le gouvernement s'est invité dans le débat interne à la SNCF en imposant à son patron, Pépy, des reculs (très momentanés si le mouvement échoue) pour briser le front syndical ; ce qui a été le

cas avec, dans les heures qui ont suivi pour la CFDT et un peu plus tard pour l'UNSA, leur sortie du mouvement. De la même façon, les aiguilleurs du ciel en grève pour leurs revendications catégorielles ont bénéficié, cette fois-ci et sous pression du gouvernement, d'une certaine mansuétude. Les concessions faites au secteur de la recherche sur les dotations et aux enseignants sur les salaires, relèvent de la même logique : lâcher du lest dans certains secteurs pour éviter la convergence des luttes et des objectifs.

Les intentions du gouvernement visent donc, avant tout, à éviter toute généralisation de la grève par accumulations de mécontentements sectoriels et, surtout, à éviter le blocage du transport ferroviaire. Nous verrons si cela suffit car l'alternative, moins contraignante qu'une grève, peut venir du blocage des gares comme on l'a vu à maints endroits cette semaine.

Manuel Valls dans les pas de Margaret Thatcher

Les attaques contre le mouvement syndical, celui qui est debout (à travers la CGT principalement mais aussi Solidaires), ne sont pas fondamentalement différentes de celles qu'a livré Thatcher contre les syndicats anglais lors de la grande grève des mineurs : arrogance, mépris et violences policières sont là comme en Grande Bretagne au milieu des années 80. [lire ici](#) Acquis au libéralisme, à Milton Friedman et à l'Ecole de Chicago depuis le début des années 90, le PS parachève sa mue à travers la loi Travail. Pour faire honneur à ses mentors, il doit non seulement vaincre les syndicats mais aussi les humilier. La France, malgré des reculs importants dans bien des domaines, reste le pays d'Europe où la troïka n'a pu, pour le moment, imposer, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, le modèle néolibéral comme référent (et donc casser le mouvement social) mais, aussi, annuler les acquis sociaux issus du Conseil National de la Résistance (là, il est question d'humiliation quand on sait comment le programme du CNR est fondateur de l'identité du mouvement social en France). C'est bien de cela qu'il est, in fine, question.

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/IMG/jpg/20160602_125636-r90.jpg

Sortir de l'Euro...

Ce mouvement dure maintenant depuis plus de trois mois et bien des observateurs l'ont enterré plusieurs fois... mais il a rebondi chaque fois ; cependant, nous approchons du dénouement. Il peut y avoir défaite, avec les nombreuses conséquences qui en découlent et même celle de déboucher sur une victoire de Le Pen en 2017. La colère, accumulée avant et durant ce conflit, pourrait malheureusement être très mauvaise conseillère. Mais ce mouvement, et il l'a montré depuis le 9 mars, peut rebondir et se durcir à tout moment parce qu'il combine grèves et blocages ; et parce qu'il y a, malgré tout, une complicité entre les syndicats et Nuits Debout. Ce qui permet une multiplication d'initiatives, comme celle de ce samedi matin en centre ville de Toulouse sous l'égide du collectif « Y a pas d'arrangements », contribuant à la popularisation du mouvement avec un apport de forces militantes non négligeable ; tant pour les actions de blocage que pour les manifs.

Pour généraliser la grève, qui touche essentiellement le secteur privé, les syndicats rencontrent deux écueils majeurs. En premier, la pratique syndicale difficile dans les petites et moyennes entreprises, souvent orphelines de représentation syndicale et, en second, le marasme qui touche les grandes concentrations ouvrières comme le secteur automobile ou celui, en région toulousaine, de l'aéronautique...

Des éléments montrent que la grève dans les raffineries, les ports et, peut-être, à la SNCF sont loin d'être finies ; et que d'autres secteurs se lancent dans la grève comme celui des déchetteries. C'est bien la multiplication d'actions à l'approche de l'ouverture de l'Euro de football qui maintiendra le rapport de force. Cette compétition, par ses enjeux d'image et par son objectif, comme toutes les grandes compétitions sportives, d'unité nationale est le talon d'Achille de ce gouvernement ! Mais il faut avoir aussi conscience que le fait de perturber cette compétition sportive, et donc médiatique, majeure peut faire sortir le mouvement sur la loi Travail de son cadre consensuel (du moins en termes sondagiers...). Mais, avons-nous le choix ... ? Et, au delà de l'Euro de football, la grève nationale du 14 juin sera, sans aucun doute, une étape importante dans la mobilisation.

Le rôle de la police.

Avec les nouvelles violences policières de cette fin de semaine (agression de collégiens à Saint Malo, brutalités répétées contre la presse comme à Rennes, grenade de désencerclement jetée sans raison au milieu de manifestants à Paris faisant un blessé grave...), un nouveau cap est franchi [lire ici](#). Les médias, tels que France Inter, Médiapart et bien d'autres d'autres, ont consacré un temps conséquent à faire le point sur un phénomène dénoncé depuis le début du mouvement : celui du haut niveau de violence policière. Il ne s'agit plus d'opérations de maintien de l'ordre mais il s'agit, bel et bien, d'une répression visant à faire mal, à faire peur et à blesser. Lorsque nous comparons Valls à Thatcher, cela vaut aussi pour l'utilisation de la police. [lire ici](#) En refusant de condamner le gendarme qui a tué Rémi Fraysse à Sivens, le gouvernement a attribué aux forces de l'ordre, non seulement un permis de tuer, physiquement comme Rémi, mais sans aucun doute un permis de tuer toute velléité de résistance illustré par des violences sans limites auxquelles s'adonnent CRS, gendarmes mobiles et autres « bacqueux ». Nul n'ignore désormais que ces professionnels votent majoritairement pour le FN et certains médias, comme France Inter, ont fait référence à des compagnies ayant la réputation d'avoir la matraque lourde. En même temps, il convient de s'interroger, au regard de l'usage de ces forces de répression par un gouvernement de gauche, au prétexte du maintien de l'ordre et de l'état d'urgence, sur ce qu'il en serait sous un gouvernement de droite, voire d'extrême droite... [lire ici](#)

Enfin, il serait peut être aussi intéressant, et sans doute important, de nous interroger sur notre rapport aux forces de police durant les mouvements sociaux. L'article d'Eric Hazan [lire ici](#), auteur de « La dynamique de la révolte » est une approche qui mérite d'être débattue. « La police avec nous ! », vaste débat... Mais, en tous cas, on ne peut être sommaire dans cette analyse. La police, au sens générique du terme (c'est-à-dire les forces de police prises comme un « tout »), est, comme tous les corps sociaux, traversée de contradictions, composée d'hommes et de femmes ayant des trajectoires et des origines particulières (fils et filles de prolétaires, noirs, femmes, arabes, diplômé-e-s de l'enseignement supérieur, etc.). Confrontés à la pression extrême de leur hiérarchie, soumis à des « cadences infernales », quelques fois méprisé-e-s pour leurs origines, « les flics » ne sont pas une garde prétorienne. Et il est bon de se rappeler que dans les années 70-80, le premier syndicat de policiers était la FASP (Fédération Autonome des Syndicats de Police), classée à gauche dans l'échiquier politique de l'époque... Sachons donc être « offensifs » quand il s'agit de nous défendre dans la rue pour le droit de manifester, déterminé-e-s au quotidien quand il faut résister aux contrôles au faciès, mais n'oublions jamais les « piou-pious » du 17ème pendant la révolte des vigneronnes en 1907 ou bien la Garde Nationale pendant la commune de Paris. « Crosse en l'air et rompons les rangs » : slogan d'avenir ?

La perspective politique toujours absente.

A la mobilisation de rue contre la loi El Khomri pourrait s'ajouter un autre rapport de force : celui d'une déclaration des "frondeurs" annonçant que, maintenant, ils votent la censure du gouvernement. Mais, c'est peu probable. Ce n'est pas tant que celle-ci émanerait de la droite s'ils ne parvenaient pas à réunir les signatures nécessaires pour déposer une motion de censure issue de leurs rangs, ni probablement d'abattre un gouvernement dont ils sont issus, mais le fait qu'ils ne veulent, en aucun cas, établir une passerelle entre les exigences de la rue et l'activité du parlement.

Elu e s par le peuple, mais distinct e s du peuple.

Irène Pereira, coprésidente de l'Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux (Iresmo) et auteure de Travailler et lutter (L'Harmattan, 2016)

[A lire](#)

A lire un extrait de "La dynamique de la révolte " de Eric Hazan

«